

Brochure n° 3134

Convention collective nationale

IDCC : 2205. – **NOTARIAT**

ACCORD DU 17 DÉCEMBRE 2009
RELATIF À LA PRÉVOYANCE COMPLÉMENTAIRE

NOR : ASET1050375M

IDCC : 2205

PRÉAMBULE

Les organisations signataires du présent accord collectif conviennent de rappeler que celui-ci a pour objet de mettre en œuvre, conformément à l'article 38.1.1, modifié par avenant du 17 décembre 2009, de la convention collective nationale du 8 juin 2001, un régime de prévoyance complémentaire obligatoire et collectif concernant la couverture des risques décès, incapacité temporaire et invalidité permanente pour les salariés des offices notariaux et des organismes assimilés dont l'activité est directement liée à celle de la profession notariale tels que définis à l'article 1^{er} de la convention collective.

Dans sa rédaction originelle, l'article 38.1.1 précité se référait, en effet, au contrat d'assurance contracté par le Conseil supérieur du notariat siégeant en comité mixte, assurant la couverture du risque décès et de certains risques d'invalidité et pour lequel les salariés n'avaient à supporter aucune cotisation pour son financement.

Ce contrat a été résilié par le Conseil supérieur du notariat siégeant en comité mixte le 30 octobre 2009, à effet au 31 décembre 2009, à minuit.

En vue de mettre en place, au 1^{er} janvier 2010, un nouveau régime de prévoyance complémentaire conforme aux dispositions des articles L. 911-1 et suivants du code de la sécurité sociale qui se substituera à celui mentionné au 2^e alinéa ci-dessus, les soussignés sont convenus de signer un

accord collectif de branche pour la couverture des risques décès, incapacité temporaire et invalidité permanente, complété par un autre accord collectif signé le même jour pour la couverture du risque dépendance totale.

Pour arriver à la conclusion du présent accord, les soussignés ont décidé, en commission mixte paritaire, de faire appel aux services d'un cabinet d'actuaire qui, après diagnostic et analyse du précédent contrat, a rédigé le cahier des charges, lancé un appel d'offres et aidé lors de l'audition des organismes assureurs retenus. L'ensemble des coûts liés à la prestation du cabinet d'actuaire a été pris en charge par le Conseil supérieur du notariat.

Article 1^{er}

Champ d'application

Cet accord s'applique à tout le personnel salarié des offices notariaux et des organismes assimilés dont l'activité est directement liée à celle de la profession notariale. Il ne s'applique pas aux salariés affectés à des travaux d'entretien ou de nettoyage. Il recouvre le même champ d'application que l'article 1^{er} de la convention collective. Il est précisé que les organismes assimilés sont :

- le Conseil supérieur du notariat ;
- les conseils régionaux ;
- les chambres de notaires.

Il s'applique sur le territoire métropolitain et dans les départements d'outre-mer.

Article 2

Objet

Cet accord a pour objet d'instituer un régime obligatoire et indivisible de prévoyance complémentaire, généralisé à tout le personnel salarié des offices notariaux et des organismes assimilés déterminé à l'article 1^{er} ci-dessus.

Article 3

Risques couverts retenus

Les risques couverts retenus sont le décès, l'incapacité temporaire et l'invalidité permanente.

Article 4

Niveau de la cotisation annuelle obligatoire

Le tarif de base de la cotisation annuelle obligatoire, tous frais inclus, à la charge de l'employeur est égale à 0,73 % des salaires bruts des salariés assurés pour l'exercice d'assurance considéré.

Les salariés assurés n'ont à supporter aucune cotisation pour le financement de ce régime.

Les offices et organismes assimilés devront obligatoirement verser cette cotisation à l'organisme assureur retenu à l'article 7 ci-dessous.

Article 5

Prestations garanties

La définition, au présent article, de la base des prestations garanties et de leur durée, ainsi que celle des personnes visées, des situations retenues et de toutes autres mentions seront celles prévues au contrat d'assurance signé avec l'organisme assureur par les signataires du présent accord.

5.1. Décès

Le tableau ci-dessous indique le montant :

- du capital, et éventuellement de la rente conjoint, versés en cas de décès de l'assuré ;
- du capital versé en cas de décès postérieur de son conjoint ;
- de la rente éducation servie au profit de chaque enfant à charge.

CAPITAL DÉCÈS	CÉLIBATAIRE veuf divorcé séparé judiciairement	120 % + 120 % par enfant à charge + 80 % par ascendant à charge	
	Marié Pacsé	Option 1 240 % + 120 % par enfant à charge + 80 % par ascendant à charge	Option 2 155 % + rente conjoint 20 % rente temporaire maximum 15 ans
	Capital décès susceptible d'être versé par anticipation en cas de perte totale et irréversible d'autonomie si l'assuré est classé parmi les invalides de 3 ^e catégorie		
Décès postérieur du conjoint	100 % capital décès toutes causes		
Rente éducation au profit de chaque enfant à charge	Jusqu'à 10 ans inclus : 8 % De 11 à 17 ans inclus : 10 % De 18 à 21 ans ou 27 ans inclus si études : 12 %		

5.2. Incapacité temporaire

Le tableau ci-dessous indique le montant de l'indemnité journalière servie en cas d'incapacité temporaire de travail de l'assuré ainsi que ses conditions.

INCAPACITÉ	Franchise	180 jours
	Montant de l'indemnité journalière	25 %
	Durée	A compter du 181 ^e jour et jusqu'au 1 095 ^e jour suivant la date d'arrêt de travail

5.3. Invalidité permanente

Le tableau ci-dessous indique le montant de la rente servie en cas d'invalidité permanente de l'assuré ainsi que ses conditions.

INVALIDITÉ	Montant de la rente en cas d'invalidité de 2 ^e catégorie	20 %
	Montant de la rente en cas d'invalidité de 3 ^e catégorie	20 %
	En cas d'invalidité de 3 ^e catégorie	Cessation de la rente si versement demandé du capital décès par anticipation

Article 6

Revalorisation de la base des prestations garanties

La base des prestations garanties est revalorisée en fonction de l'évolution de la valeur du point fixée par la convention collective nationale du notariat selon les modalités prévues au contrat signé avec l'organisme assureur.

Article 7

Choix de l'organisme

Pour le présent accord, les parties signataires conviennent de retenir :

- comme organisme assureur et gestionnaire : Axa France Vie, 26, rue Drouot, 75009 Paris ;
- comme courtier : La Sécurité nouvelle, 81, rue Taitbout, 75009 Paris.

Conformément à la réponse d'Axa France Vie au cahier des charges émis au nom des partenaires sociaux, Axa France Vie donnera délégation partielle de gestion à LSN.

Tous les frais de commission, gestion et courtage sont inclus dans le tarif de base de la cotisation annuelle obligatoire prévu à l'article 4 ci-dessus.

Les parties signataires signeront avec Axa France Vie un contrat d'assurance conforme au présent accord.

Article 8

Rapport annuel

A la fin de chaque exercice, l'organisme assureur désigné :

- établit un rapport à l'intention des partenaires sociaux. Ce rapport porte sur tous les éléments d'ordre démographique, économique, financier et social nécessaires à l'appréciation de l'application du présent accord ;
- présente et commente le compte de résultats et le bilan du régime aux partenaires sociaux réunis en commission paritaire mixte, en présence du courtier.

Article 9

Réexamen des modalités d'organisation de la mutualisation des risques

Au vu du compte de résultats et du bilan annuel et dans un délai maximum de 5 ans d'application, les signataires du présent accord doivent réexaminer les modalités d'organisation de la mutualisation des risques et peuvent décider de transférer le contrat à un nouvel organisme assureur.

Article 10

Transfert du contrat

En cas de transfert du contrat de prévoyance à un nouvel organisme, l'organisme assureur qui perd le contrat assure les prestations en cours au niveau atteint au jour du transfert du contrat ainsi que le maintien des garanties décès pour les salariés en arrêt de travail. Le nouvel organisme assure les revalorisations des prestations en cours, conformément aux dispositions de l'article 6.

Article 11

Information du salarié

Une notice d'information, élaborée par l'organisme assureur en concertation avec les signataires de l'accord collectif portant création du régime de prévoyance, est remise par l'employeur, contre récépissé, à chaque salarié.

La liste des organismes sociaux auxquels le salarié doit être affilié, remise lors de la signature du contrat de travail, mentionne les coordonnées de l'organisme assureur.

Article 12

Durée

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Article 13

Révision

Le présent accord peut être révisé conformément aux dispositions des articles L. 2261-7 et suivants du code du travail par les organisations signataires de l'accord.

Chaque partie peut demander la révision de tout ou partie du présent accord. Toute demande est adressée, par lettre recommandée avec avis de réception, à chacune des autres parties signataires.

Article 14

Dénonciation

La dénonciation du présent accord s'effectue selon les dispositions des articles L. 2261-9 et suivants du code du travail.

Article 15

Entrée en vigueur

L'ensemble des dispositions que contient le présent accord entrera en vigueur au 1^{er} janvier 2010.

Article 16

Dépôt. – Publicité. – Extension

Il sera déposé, conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail, et porté à la connaissance des notaires et des salariés, au moyen d'une copie qui sera envoyée dans tous les offices devra être émarquée par tous les membres du personnel.

Il sera soumis à la procédure d'extension prévue à l'article L. 2261-24 du code du travail, à l'initiative de la partie la plus diligente.

Fait à Paris, le 17 décembre 2009.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

Conseil supérieur du notariat.

Syndicats de salariés :

FS CFDT ;
SNCTN CFE-CGC ;
FGCEN CGT-FO ;
FNPSE CGT.